

Nous en appelons à la culture

Note de Pierre Dharréville au CEN

1- Retrouver du sens

Dans cette période, le développement de la culture, des arts, de la création et de l'éducation populaire, demeure marqué, quand ce n'est pas entravé, par les logiques de marchandisation, d'uniformisation, de précarisation, de dominations. La politique menée par ce gouvernement, qui relègue la culture en toile de fond, bien souvent limitée dans le débat public aux enjeux - certes à considérer- du patrimoine. Le ministère de la culture semble se complaire dans une certaine transparence, ce qui ne signifie pas qu'il n'alimente pas le dévoiement que nous critiquons. Mais cette réalité témoigne d'une caractéristique assez emblématique du pouvoir macronien : il semble n'avoir pas besoin de la culture puisqu'il n'a pas besoin de sens. Il puise dans la technocratie libérale l'essentiel de son inspiration et se satisfait du culte de la vénalité comme horizon ; cela suffit aux premiers de cordée. C'est en cela qu'on pourrait évoquer quelque chose comme une vulgarité éclairée. Cette vulgarité, celle d'une politique qui confond les fins et les moyens, celle d'un discours qui se paye de mots pour mieux les dévitaliser porte atteinte au sens, celle d'une idéologie de la réussite individuelle, défait mécaniquement les dynamiques du commun, abîme les liens, fragmente, fracture, divise. Mais la mécanique ne lui suffit pas. Il lui faut aller plus loin et c'est pour cela que le pouvoir, aidé de forces réactionnaires toujours vivaces, s'est employé avec force à alimenter l'affrontement identitaire dans un mélange explosif, depuis la loi dite « asile et immigration », en passant par le débat insupportable sur les mamans accompagnatrices portant un foulard, l'amalgame entre antisémitisme et critique de l'Etat d'Israël, le rabotage de l'Aide médicale d'Etat... Ce bain ambiant est un poison pour notre société. Et plus encore parce qu'elle en est affectée, tout cela appelle une vitalité culturelle renouvelée et décuplée.

C'est la question posée par *Culture en force*, le livre que nous avons tiré de notre Convention nationale, qui a connu un premier succès et qui demeure un outil précieux dans la période dans la durée. Plusieurs initiatives se sont tenues depuis septembre pour engager le débat autour du livre et nous devons amplifier ce mouvement. Nous devons le diffuser auprès de toutes celles et tous ceux qui s'intéressent aux enjeux de la culture pour nouer le lien et contribuer ensemble à faire grandir un mouvement pour mettre la culture au coeur des enjeux politiques.

2- Retraite

Nous savons aussi que toutes et tous, professions du spectacle, salariés de l'économie culturelle, auteurs, artistes, s'inquiètent, comme tout un chacun de leurs droits à la retraite. Le système de calcul actuel est défavorable pour les intermittents, compte tenu des périodes de chômage et des parcours décousus, mais le système du gouvernement le sera plus encore. Les personnels

de l'Opéra national de Paris (1811 pensionnés en 2018) et le personnel de la Comédie française (340 pensionnés en 2018) ne sont pas placés sous le régime général. La mobilisation des premiers est forte et s'est rendue fortement visible. Ils ont sans doute été considérés comme quantité négligeable par les promoteurs de la réforme. Reste également la situation particulière des auteurs.

De nombreuses personnalités du monde de la culture se sont exprimées dans le débat, notamment dans l'Humanité. En effet, la bataille amorcée sur les retraites est un enjeu de société central, où les dimensions culturelles ne sont pas absentes, notamment du point de vue du sens de l'existence, de la place du travail et des temps de la vie. La logique d'individualisation de la réforme faisant de chacune et de chacun l'auto-entrepreneur de sa vie contribue également à dessiner un projet de société. Nous pourrions imaginer d'organiser sous la coupole, une initiative sur le thème : « La retraite : enjeu de société, question de sens » au cours de laquelle nous pourrions donner la parole à des artistes, créateurs, intellectuels, en dialogue avec des acteurs politiques et syndicaux.

3- Municipales : la culture, l'art et la création dans la vie

Oui, les communistes en appellent à la culture. Non pas la culture qui vous tombe dessus et vous habille pour l'hiver, pesant lourdement sur vos épaules, mais la culture qui libère, la culture qui relie, la culture qui interroge, la culture qui éblouit et rend heureux. La culture qu'on partage. Une part considérable de cette vitalité se joue à l'échelle locale. Les élections municipales doivent donc être l'occasion de faire grandir l'appétit de culture et les politiques culturelles. C'est d'autant plus important pour nous que la dimension du commun et du sens est essentielle aux dynamiques que nous souhaitons enclencher.

Il ne s'agit pour nous de proposer un programme uniforme clefs en mains, cela n'aurait pas de sens. Notre approche semble devoir reposer sur deux principes.

D'abord, la culture n'est pas une dimension sectorielle mais une condition générale. Elle doit trouver place quand on aborde les questions sociales, les questions écologiques, les questions démocratiques, les questions de service public... En cela, elle aide à donner sens. C'est d'autant plus décisif que notre société est atteinte dans son imaginaire, en panne à bien des égards. Nous nous refusons à instrumentaliser l'art et la création, mais nous pensons qu'ils sont essentiels à élucider le sens, à lire le monde et à tracer des perspectives à toute échelle. Notre bataille ne se limite pas à l'amélioration des conditions matérielles d'existence, mais elle porte l'ambition du droit à une vie pleine et entière, à l'émancipation. Nous disons cela lorsque nous disons « L'humain d'abord ». Il s'agit donc de décliner ce principe en trois axes. Un, porter cette ambition politique : nous voulons une commune utile à vivre ensemble et partager. Rassembler, n'est-ce pas une tâche politique cruciale ? Or comment imaginer un avenir commun, sans se connaître, se rencontrer, se comprendre, en vivant séparés, divisés, opposés ? Deux, nous voulons une commune où chacune et chacun peut cultiver sa liberté et pleinement s'exprimer. C'est pourquoi, la culture n'est jamais pour nous déconnectée de l'éducation populaire et d'une démarche populaire. Nous voulons une culture que l'on pratique, que l'on discute, et non pas que l'on consomme. On le mesure à chaque instant et le mouvement des gilets jaunes en a été l'une des manifestations, il y a un fort sentiment de ne pas pouvoir s'exprimer, de ne pas pouvoir être entendu, le sentiment que le véritable droit d'expression serait réservé à une élite. Nous voulons, nous, que sous toutes les formes de l'expression, ce droit puisse trouver à se concrétiser. Non pas seulement pour soi, mais nous voulons la rencontre entre citoyens, avec les oeuvres, avec les artistes, comme une indispensable nourriture sociale et politique. Trois, nous pensons que l'art et la création naissent de la vie en société, qu'ils en reflètent et modèlent l'image. Donc nous aimons l'art et la création dans la vie, nous aimons les artistes dans la cité. Et cela ouvre des

pistes de politiques publiques, pour penser l'espace urbain, le logement, l'environnement, l'école, les batailles municipales...

Le deuxième principe consiste à affirmer notre choix d'un droit à la culture et à la création et pour cela notre volonté de développer les services publics qui leur sont indispensables. Services publics non pas pris au sens d'institutions drapées dans leur superbe, évidemment, quel que soit leur prestige. Trois axes à nouveau pour cela, peut-être. Un, soigner les outils culturels qui sont les lieux de la création, de la représentation, de la rencontre. Vouloir toujours mieux en faire une propriété commune. Deux, à l'heure de l'éducation populiste déployée par les médias, conforter l'éducation populaire, encourager la pratique des arts, la critique, la fête, avec les formes décidées par les actrices et acteurs eux-mêmes et elles-mêmes, s'appuyer sur les talents et les énergies locales pour faire place aux dynamiques partagées. Trois, défendre la culture de tous et pour tous, encourager les modes d'expression émergents. Considérer la culture en mouvement, et ne pas la figer dans des identités statufiées. Pour que des représentations du monde naisse quelque chose qui éclaire demain. Placer le droit à la culture et à la création au rang des droits fondamentaux, imprégnant nos politiques sociales.

4- Maintien d'un ministère public de la culture

C'était le thème de nos rencontres d'Avignon, cet été, et cette question du maintien d'outils d'une politique publique nationale de la culture est toujours d'actualité. Un courrier a été adressé par le Président de la Région PACA, également Président de l'Association des Régions de France, visant à revendiquer dans le cadre de la décentralisation les compétences culture exercées par le ministère au titre, se traduisant par le transfert de deux lignes budgétaires intitulées « création » d'une part et « transmission des savoirs et démocratisation de la culture » d'autre part. Si une telle mesure allait à son terme, il ne resterait plus qu'un ministère du Patrimoine. Et il n'y aurait plus de politique culturelle nationale. La volonté de puissance qui s'exprime à l'approche des élections régionales qui viendront quelque temps après les élections municipales n'est absolument pas une garantie pour la culture, les arts, la création, l'éducation populaire... Nous devons être attentifs à tout ce qui se passe en la matière et envisager là aussi à avec les acteurs concernés les politiques culturelles de demain. Les horizons de la marchandisation semblent bien étriqués lorsque l'on regarde le bilan du Pass culture, loin d'atteindre les objectifs affichés de démocratisation culturelle, sous-utilisé, servant à des achats de commande scolaire quand il n'est pas dépensé sur les plateformes de streaming musical... Nous savons que les acteurs et actrices de la culture et de la création souffrent d'une situation de rétractation, même si les intermittents n'ont pas été dans l'oeil du cyclone de la réforme de l'assurance-chômage.

5- #Metoo

La libération de la parole des femmes est en train de faire bouger une société qui refusait de regarder en face la réalité de la domination masculine se déployant sous toutes formes de violence. Cette réalité apparaît particulièrement dans le monde du cinéma en particulier et de la culture en général, qui n'est pas moins marqué que tout autre milieu – et peut-être même plus en tant que lieu de construction des représentations et notamment de l'image des femmes – par les logiques de domination qui se surajoutent. Le monde de la culture doit se libérer lui aussi de la domination masculine et de toutes les dominations.

Ce mouvement qui monte dans toute la société vient interroger les institutions, au premier rang desquelles, la justice, et l'ensemble des relations sociales que ce soit dans la famille ou dans le travail. Tout cela appelle dans tous les corps sociaux des réactions collectives et une attention concrète qui ne se contentent pas de l'ordre de la morale mais reposent sur des ressorts culturels et s'inscrivent dans l'ordre du droit. Nul, quel que soit son statut social, fût-il un artiste connu,

ne doit pouvoir se soustraire à ses responsabilités en la matière. Et ces événements viennent rappeler par ailleurs combien il est impérieux d'agir pour démocratiser et déstigmatiser l'accès à l'acte de création.

6- Médias

Nous voyons d'autant plus dans cette phase de luttes sociales combien les médias dominants pèsent sur les imaginaires et les consciences. Le monde de la presse et des médias est lui aussi en crise. La liberté et le pluralisme de la presse sont mis en cause, en particulier par les grandes concentrations et l'appropriation par de grands propriétaires de titres et de chaînes. La qualité de l'information souffre de la quête à tout prix du buzz et du clic. L'information est la matière qui sert à vendre des espaces de publicité et à ce titre là, on ne se prive pas de cultiver sa mise en scène, comme le font les chaînes d'information continue dans un mélange de genres qui sème la confusion. Le fait de donner la parole à des polémistes autoproclamés n'est pas l'apanage de CNews, et ces fauteurs de clash n'hésitent pas à donner dans le trash pour cultiver leur parfum de scandale qui constitue leur seule valeur ajoutée. Les voilà désormais se plaindre, eux qui ont antenne ouverte, d'être blacklistés et de ne plus pouvoir rien dire. Les voilà désormais en appeler à sortir du politiquement correct, c'est-à-dire qu'ils réclament le droit de dire des horreurs et de laisser la conscience d'être humain, sociétaire de l'humanité, au vestiaire. Comment ignorer, par ailleurs, le pillage organisé par google et compagnie, la façon qu'ont les géants du net de faire la pluie et le beau temps et de favoriser l'information qui fait du clic, leur refus de restituer à celles et ceux qui produisent leur contenu leur juste part de rémunération... De son côté, la presse écrite doit faire face à des mutations profondes et la Presse quotidienne régionale elle-même se trouve confrontée à des difficultés avec la possibilité réelle que certains territoires en soient désormais dépourvus. L'AFP elle-même commence à être impactée par les mutations à l'oeuvre. Que dire enfin des lois sur le secret des affaires ou les intimidations visant à mettre en cause la protection des sources ou à empêcher la parole des lanceurs d'alerte, si ce n'est qu'elles viennent ajouter au tableau. Dans ce contexte le pouvoir médiatique, s'il n'est pas épargné par la crise de confiance qui frappe toutes les institutions, s'accroît, modifiant l'équilibre des pouvoirs, réduisant trop souvent le débat public à de vagues émotions obligées. Mais dans ce paysage désolant, pourtant grandissent des médias différents, qui cherchent à tirer de la révolution numérique le meilleur parti et à démocratiser l'information. Des journalistes, un peu partout cherchent les voies d'exercer leur métier dignement, essayent de résister aux commandes éditoriales déconnectées du réel. Tout cela mérite un véritable approfondissement. C'est le sens de l'initiative que j'ai déclenchée avec Marie-George Buffet et Elsa Faucillon, ces Assises pour la liberté de la presse et des médias auxquelles nous avons voulu inviter de nombreux acteurs, actrices, personnalités du milieu et associer les forces de gauche, afin de nourrir la réflexion et de ne pas subir passivement ces mutations qui ne sont pas sans effets sur les représentations et sur le développement des luttes sociales, écologiques et démocratiques.

Evidemment, l'avenir de l'audiovisuel public est au coeur de nos préoccupations. C'est pour cela que nous avons décidé d'en faire un débat à part entière. Le nouveau mouvement de grève qui secoue Radio France montre l'ampleur de l'attaque et du malaise, qui touche la radio et les chœurs, c'est à dire le spectacle vivant et l'excellence musicale. Nous exprimons notre vive inquiétude devant le plan de la direction qui obéit aux injonctions austéritaires du pouvoir.

La loi sur l'Audiovisuel public présentée en conseil des ministres doit inquiéter. En réalité, c'est la nécessité-même d'un secteur public de l'information qui est questionnée comme en tout autre domaine et les économies se font sur la proximité qui est un gage de qualité et une nécessité pour le droit d'expression et d'information. Pour autant, la tâche qui nous incombe n'est pas d'en rester à la défense et à l'illustration d'un existant insatisfaisant. Les mutations décrites à grands

traits dessinent aussi des besoins, des exigences, des possibles. Si l'information est en jeu, c'est aussi tout un pan de la création, notamment musicale, et cinématographique mais pas seulement. Nous voyons bien que dans la révolution numérique s'explorent aussi de nouveaux territoires de l'art. Nous ne voulons pas laisser Netflix s'occuper de coloniser nos imaginaires.

Organisons partout la rencontre avec les personnels et leurs organisations. Cela pourrait même déboucher sur des débats plus larges explorant les voies d'une reconquête de ces biens communs pour leur rendre leur pleine efficacité démocratique dans le mouvement du monde.

Nous proposons une expression de fond du Parti sur ces enjeux à l'occasion des Assises, le 24 novembre.

7- Centenaire

L'année 2020 sera marquée par le Centenaire de la naissance du Parti communiste français.

Le travail engagé doit permettre qu'elle soit l'occasion de nombreuses initiatives permettant d'évoquer l'apport du mouvement communiste et l'actualité de la visée communiste sous diverses formes. Comment imaginer que cela puisse se faire sans en passer par la culture ? Il s'agit de restituer l'ampleur, l'épaisseur, la profondeur de ce qu'a été durant ce premier siècle, l'empreinte de notre parti. De mettre en exergue ainsi toute sa force d'idéal et d'émancipation. Elle s'est naturellement exprimée dans l'art et la création comme dans le rapport entretenu par le PCF aux mouvements culturels. La grande exposition de l'automne sera l'événement clef. Elle doit être l'occasion de quelque chose comme un festival de rencontres convoquant la culture et la création dans toutes ses dimensions.

Plusieurs axes de travail sur lesquels nous avons fait des propositions : la présence dans les grands festivals avec lesquels nous avons histoire liée (Avignon, Cannes, Arles, Bourges...), la mise à disposition d'un festival itinérant de cinéma pouvant donner lieu à des projections-débat, des oeuvres de spectacle vivant, le dialogue avec des auteurs et acteurs du mouvement intellectuel, culturel et scientifique pour évoquer l'évolution du monde et la place de l'émancipation humaine. Enfin, il avait été envisagé de tenir une Convention culture tous les deux ans, ce qui nous amène justement à cette période. Nous proposons que son thème soit lié avec le centenaire et qu'elle soit l'occasion de faire discuter sous la forme d'un colloque évoquant tant les enjeux contemporains qu'historiques : « culture, politique, émancipation humaine : quel apport communiste ».

Notes disponibles :

- ***La retraite, le temps du travail libre ?*** De Caroline Chevé,
- ***Retraites des actrices et acteurs de la culture et de la création***, De Mirabelle Rousseau
- ***Un autre monde médiatique est possible***, note du collective pour les Assises pour la liberté de la presse et des médias.
- ***Note de travail sur les municipales*** - De Philippe Camo

